



HAL
open science

Investiguer la possibilité d’une “ culture du risque ” : Ethnographie de l’habiter en milieu exposé... et prisé

Séverine Durand

► **To cite this version:**

Séverine Durand. Investiguer la possibilité d’une “ culture du risque ” : Ethnographie de l’habiter en milieu exposé... et prisé. La Houille Blanche - Revue internationale de l’eau, 2016, 1, 10.1051/lhb/2016010 . hal-01470718

HAL Id: hal-01470718

<https://hal.science/hal-01470718>

Submitted on 17 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Investiguer la possibilité d'une « culture du risque » : Ethnographie de l'habiter en milieu exposé... et prisé.

Séverine DURAND

Les politiques de gestion des risques appellent à favoriser la prévention et à développer une « culture du risque » dans les zones exposées afin d'éviter l'écueil de l'oubli, pointé du doigt après une catastrophe. L'objet de la thèse, dont les résultats sont présentés dans cet article, fut de questionner cette possibilité en investiguant comment on habite, au quotidien, un milieu exposé aux inondations. Forte d'un travail ethnographique sur le temps long la thèse questionne ce qui circule à propos des inondations, comment des habitants s'emparent de la question et organisent leurs pratiques en fonction du risque. Le terrain d'étude est une ville prisée du Sud-est de la France qui a connu une explosion démographique récente. Ce cas d'étude permet de comprendre les mécanismes collectivement construits de mise en invisibilité du danger. La mise en visibilité des mesures de protection et l'effet confortant du partage normatif encouragent la normalisation de la confiance en la protection. Dans l'interaction, les énoncés se formulant sans cesse dans le souci de leur acceptabilité, dédramatiser est plus confortable que de dramatiser : les énoncés de relativisation du risque circulent davantage que ceux ouvrant sur l'horizon du danger. Surtout, ni les liens entre les habitants ni les liens des habitants au milieu ne fournissent le socle suffisant à l'élaboration collective que nécessite le déploiement d'une « culture du risque ».

Mots clefs : Culture du risque, inondation, habitant, quotidien, prévention.

Investigating « risk culture ».

Ethnography of a wealthy neighborhood in a threatened area.

Risk management policies promote prevention and call for risk culture programmes in hazardous areas in order to fight against the phenomenon of risk oblivion that one can notice after a disaster. My university thesis - summarized in this article - questioned this possibility by investigating how we live, in everyday life, in flood-prone areas. Through an ethnographic piece of work, in particular a “discreet resident observation”, the thesis seeks to identify what the inhabitants exchange about floods and how they organize their practices in relation to the risk. The field study, Lattes, is an upper middle-class suburban neighborhood located in the South East of France (Mediterranean coast). This city was built on wetlands and remains vulnerable to flash floods. This case study allows us to grasp the collective mechanisms at stake in the construction of the invisibility of a danger. The high visibility of the protection made by local policies and the comforting effect of normative sharing provided a normalization of people's trust in the protection. Through interactions, statements are built to be acceptable. It is more comfortable to “de-dramatize” than to dramatize: statements of relativism circulate more than the ones that open on the horizon of danger. Moreover, the current development of a “logic of safety” for urban risks reduction contradicts the prevention of flooding. Above all, neither the links between inhabitants nor the links with their living environment provide a sufficient collective base for the deployment of a risk culture.

Key words: Risk culture, flooding, everyday life, riparian, prevention.

Introduction

En France métropolitaine, les inondations sont la première cause de mortalité due à une catastrophe naturelle et causent des dommages économiques très importants¹. La question de l'oubli du risque a été identifiée comme l'un des principaux enjeux pour réduire ces conséquences négatives des inondations [Picon et al., 2006]. La nécessité d'étude sur le temps long, à distance de l'événement lorsque les routines se (re)mettent en place s'imposait pour l'investigation de cet « oubli du risque ». C'est le défi relevé par cette thèse ethnographique : participer à comprendre les mécanismes d'oubli du risque, en investiguant comment la question des inondations intervient dans le quotidien des habitants. Le parti pris méthodologique a dessiné l'originalité de cette thèse : réinscrire le vivre avec le risque dans un habiter considéré dans sa globalité, quand l'ordinaire est à l'œuvre. Pour ce faire, une « *observation habitante* » a été placée au cœur du dispositif de recherche. Et c'est cette posture qui donne toute la force aux résultats de la thèse en ce qu'elle a permis une investigation concrète du « vivre avec le risque ». En adoptant une position de nouvelle-venue dans un quartier inondable j'ai pu expérimenter par moi-même la situation, et au bénéfice d'un travail réflexif, mieux la qualifier au croisement avec les autres matériaux d'enquête. Ce questionnement sur « le vivre avec le risque » a été réinscrit dans l'épaisseur historique, socioéconomique et politique du milieu. Le dispositif de recherche a combiné l'« *observation habitante* » avec installation dans un quartier inondable pendant 4 ans (tenue méticuleuse d'un journal de terrain) à un travail sur archives (presse locale, journal communal, documents d'urbanisme, procès-verbaux des conseils municipaux, registres des enquêtes publiques relatives aux inondations, textes législatifs, rapports d'expertise, documents de gestion, etc.); l'observation participante des réunions publiques, des conseils municipaux et diverses animations de la commune; la conduite d'entretiens individuels semi-directifs avec des habitants, des gestionnaires et des experts du risque (50) ainsi que des entretiens collectifs focalisés avec des habitants (3 réunions). Afin d'investiguer au mieux la question de l'oubli du risque, un terrain où la dernière occurrence d'une inondation était lointaine a été choisi. Ce terrain d'étude est Lattes, ville périurbaine qui a connu une explosion démographique récente, située entre la mer et la première couronne de l'agglomération de Montpellier. Le modèle de l'habitat pavillonnaire y est aujourd'hui dominant et les nombreux atouts du territoire (proximité à la ville et à la mer, proximité aux axes de transport, atouts paysagers, tranquillité) lui confèrent des valeurs foncières importantes. Cette attractivité se conjugue avec une situation de vulnérabilité écologique puisque la ville est bâtie sur d'anciens marais, à proximité d'étangs et traversée par le fleuve Lez, sujet aux « crues éclair », c'est-à-dire de formation rapide et au potentiel dévastateur. Ma thèse restitue l'étude ethnographique de ce cas en trois temps, qui sont conservés ici pour en présenter les principaux résultats : la construction historique de l'état de vulnérabilité tout d'abord (i), la nature du mode d'habiter local ensuite (ii) pour enfin se concentrer - dans une perspective pragmatiste - sur le suivi méticuleux de toutes les formes de circulation de la « *chose inondation* » (iii).

De la colonisation d'une plaine marécageuse à la protection bétonnée d'un quartier prisé²

L'histoire de la présence humaine à l'emplacement de la ville de Lattes est très ancienne. La volonté de maîtrise de ce milieu lacustre l'est tout autant. Port antique de Lattara, puis cité gallo-romaine

¹ Source : www.prim.net, site d'information sur les Risques Majeurs

² La trajectoire urbanistique de la ville est présentée plus en détail dans un article précédent : Durand [2015]

prospère, elle est devenue port médiéval permettant l'expansion de la ville de Montpellier. Avec l'établissement en amont d'un port fluvial à Montpellier, l'activité portuaire périclita [Blanchemanche, 2000]. Au début du XX^e siècle, Lattes se réduisait à une petite bourgade agricole où les habitants étaient appelés les « bouffeurs de moustiques » [Franck, 1982]. Au début des années 1960 plusieurs projets volontaristes d'aménagement de l'État impulsèrent un bouleversement rapide. Dans le cadre de la mission Racine³, la région Languedoc-Roussillon fut assainie de ses moustiques pour se destiner au tourisme. Lattes profita de la démoustication qui a traité les étangs bordant la ville. Dans un contexte de développement urbain, dans lequel la demande de logement était en constante augmentation, la plaine agricole changea de vocation et offrit des zones de logement à proximité de Montpellier et de la mer. S'en suivit alors un développement urbain rapide. Quand bien même le fleuve sorti de son lit et inonda en 1976 les premiers quartiers construits, une fois les digues bâties trois ans plus tard, l'absence d'événement météorologique conforta la confiance en la protection et laissa de nouveau toute latitude à l'élan d'urbanisation en cours. Paradoxalement, c'est aussi pour participer au financement d'un tel projet que d'autres quartiers furent alors ouverts à la construction. Et ce, jusqu'au début des années 1990 où furent construits les quartiers de Port-Ariane puis des Jardins de Plaisance, le long des digues⁴. Lorsque plus récemment (2003) la possibilité de l'inondation est venue se rappeler aux mémoires lors d'épisodes pluvieux importants et menaçants, l'exposition au risque avait décuplé. Le risque de rupture de digue augmenta alors considérablement l'aléa quand les enjeux fonciers et humains de la ville étaient beaucoup plus importants [Quévremont, 2006], fournissant les arguments pour de nouveaux ouvrages de protection. De 2008 à 2012, des travaux de protection pharaoniques (renforcement des digues et création d'un partiteur de crue) furent menés pour protéger la ville. De la population agricole des années 1960 (1 600 habitants) ne demeurent aujourd'hui guère de trace dans la population résidentielle actuelle (18 000 habitants). Dans le changement de vocation des terres et le renouvellement des usages associés, s'opéra un bouleversement des profils habitants qui ne s'accommodent aujourd'hui plus (ou mal) des crues attendues pour leurs vertus fertilisantes au siècle dernier. La transition de l'agricole au pavillonnaire a instauré en « risque » le caractère inondable de cette zone de marais longtemps demeurée agricole. Dans cette trajectoire urbaine, le peuplement a été orienté par des intentions locales ou nationales⁵ délimitant des groupes de personnes relativement homogènes. La politique municipale a participé à entretenir une relative homogénéité des profils habitants en défendant un urbanisme « à taille humaine » construit dans l'opposition avec un ailleurs. Cette opposition s'est manifestée notamment par une réticence aux logements sociaux dans le développement plus récent de la ville. Depuis, les valeurs foncières locales ayant considérablement augmenté, la sélection à l'entrée s'opère désormais selon des critères financiers⁶. Il est intéressant de voir que les restrictions à la constructibilité,

³ La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, dite mission Racine, mise en place par la Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) a, de 1963 à 1983, créé les conditions du développement des activités touristiques et de la protection des espaces naturels sur les 240 kilomètres de côtes qui vont du Petit Rhône à la frontière espagnole (source [en ligne] : <http://www.languedoc-roussillon.pref.gouv.fr/actions/missionlittoral/presentation.shtm>; page consultée le 02/04/12)

⁴ 40 % des bâtiments de la ville actuelle ont été édifiés entre 1975 et 1989. Entre 1980 et 2000, la population a été multipliée par 3,5.
Sources : recensement de la population, Insee 1999.

⁵ Dans le courant des années 1960 une partie de la commune est urbanisée pour participer au relogement des rapatriés d'Algérie. Ces rapatriés, tous originaires de deux villages (Novi et Zéralda), formaient alors une communauté relativement soudée et surtout ont modifié considérablement la répartition des votes sur l'échiquier politique aux municipales. Selon les témoignages des anciens de la ville, ce fait aurait alors encouragé l'équipe municipale à ouvrir à l'urbanisation d'autres quartiers de la ville et à en réserver l'accès principalement au sein de réseaux choisis afin de maintenir l'équilibre des votes en leur faveur.

⁶ 60% du parc immobilier est destiné aux propriétaires. Chiffre Insee 2006 : 59.8% de propriétaires pour 36.6% de locataire (dont 2.9% en HLM).

classiquement associées au risque inondation sur d'autres territoires à risque [November et al., 2008], ont été pensées ici davantage en lien avec le maintien d'une certaine qualité de vie. Autour d'une revendication ou d'une affirmation de la tranquillité de Lattes, il y a donc bien une volonté de sécurité publique qui s'exprime mais vis-à-vis d'autres risques ; et qui fonctionne sur une forme de mise à l'écart de différentes figures de l'altérité. Cette forme de communauté qui contrairement à une identité qui l'aurait construite d'elle-même, n'a pourtant pas de vécu commun, elle n'a pas vraiment d'éléments fondateurs et fédérateurs. Elle s'est formée en rejetant certaines figures stigmatisées. La continuité ici est basée sur une sociabilité choisie.

Quand le mode d'habiter rassure mais éloigne et expose

L'analyse du mode d'habiter lattois révèle un vivre à Lattes paisible et confortable mais où les relations sociales sont marquées par la distance. Une certaine homogénéité sociale caractérise ses habitants. Les Lattois jouissent d'une liberté matérielle qui remet en cause la vision d'un périurbain subi. Le cumul des vulnérabilités aux risques naturels avec d'autres types de vulnérabilités, sociales et économiques notamment [Wisner et al., 1994] ne fonctionne pas à Lattes. La zone est privilégiée parce qu'offrant de nombreux intérêts⁷. Ces avantages ne sont ni des contreparties, ni des facilitateurs d'oublis mais se constituent en arguments d'un milieu de vie à « défendre » contre les « contraintes » de la nature. Si l'environnement est choisi pour le cadre bucolique qu'il offre, la nature y est domestiquée pour accueillir les activités humaines. L'espace naturel du Méjean qui borde la ville évolue vers un parc de loisirs et de détente, le fleuve endigué s'aménage en cycloroute vers la mer. La nature devient récréative, un lieu support des activités ludiques. Dans ce mouvement, les connaissances à son égard se raréfient. La surreprésentation des *nouveaux venus ancrés* sur les dits *anciens attachés* vient compromettre les possibilités de transmission entre les habitants, notamment sur le milieu et ses possibles inondations. En outre, les choix urbanistiques donnent à voir un milieu de vie où aucun espace n'est laissé au hasard et où il n'y a que peu d'appropriation de l'espace public rendu possible. Cet hyper-aménagement ne laisse alors plus beaucoup de place à une prise en main du milieu débordant celle des espaces de vie intime. Des relations sociales se développent bien sûr, mais principalement dans le cadre d'activités professionnelles et de loisirs, plus dans la proximité spatiale entre voisins. Ce sur quoi les habitants paraissent tous s'entendre est bien la tranquillité de vivre et la réponse au besoin d'ordre et de sécurité que permet, paradoxalement, ce milieu. Un important souci vis-à-vis du risque d'insécurité urbaine se matérialise par ailleurs dans les pratiques des habitants. Ces pratiques témoignent d'une vigilance opérante qui n'a pas d'équivalent pour le risque d'inondation. Ce qui pose alors problème, c'est que le mode d'habiter en présence apporte une réponse rassurante vis-à-vis de ce besoin « sécuritaire » qui vient contredire la prévention aux inondations. La structure du bâti, avec ses murs d'enceintes hauts, ses volets et portails électriques, ou encore ses barreaux aux fenêtres, se constitue en obstacle pour l'évacuation en cas d'inondation. Elle fait en outre obstacle au développement de sociabilités inscrites dans la proximité spatiale. Ces limites « structurelles » viennent freiner les échanges entre les habitants qui seuls permettraient de bâtir le socle suffisant à l'élaboration collective que le déploiement d'une « *culture du risque* » exige.

La non circulation de la possibilité de l'inondation

⁷ De telles observations ont été faites notamment concernant des terrains suburbains pareillement exposés à des risques inondation en Amérique du Nord [Davis, 1999].

L'étude ethnographique a révélé que les énoncés sur l'inondation ne circulent pas, ou seulement très peu dans les discussions courantes. La rareté des mentions de la possibilité d'une inondation est le premier résultat de ce travail de recherche. Mais cette absence de thématization de l'inondation ne signifie pas pour autant une inconscience locale du risque. La mise en invisibilité ne s'explique pas par une inondation qui n'aurait pas accédé au statut de problème public [Chabal, 2005]. Les habitants sont informés dans une large mesure de l'exposition du territoire aux inondations. Le sujet a fait problème mais il a été « réglé ». Ce qui circule désormais dans l'espace public est alors la possibilité technique de maîtrise de la crue, défendue par les autorités locales. La protection offerte par les travaux se constitue comme la principale manière dont les inondations sont évoquées. Se préparer à la possibilité de l'inondation ne figure alors pas, ou peu, dans les préoccupations locales. Si les temps de vigilance météo nous montrent la capacité des habitants à ajuster leurs comportements, le temps long de « l'observation habitante » nous révèle une disparition progressive des comportements de prévention et une application sous la contrainte des quelques impositions réglementaires en matière de gestion de crise pour ceux chez qui elles s'imposent (enseignants, agents immobiliers, etc.). Le message local de protection vient brouiller les pistes de la prévention. Sans nier l'existence de vigilances, dans la plupart des situations d'alertes, il n'y a pas d'appropriation locale du danger. Dans un contexte de fréquence des vigilances météo, il apparaît difficile de « basculer » en état d'alarme quand il n'y a pas d'éléments concrets attestant de la nécessité de cette alarme pour la situation présente. Quand l'horizon du danger n'est pas envisagé, il ne prend pas facilement forme. Or, à Lattes, on ne voit plus le fleuve mais la protection contre le fleuve (la digue), compromettant les possibilités à envisager ses débordements. Si les obligations d'information de la population sont remplies, elles le sont dans un registre éminemment technique qui alimente l'assurance de la protection. L'imaginaire des habitants ne peut se nourrir d'aucune imagerie de l'inondation qui n'a plus droit de cité dans la représentation officielle de la ville. La communication politique locale cadre les circulations qui dominent dans l'espace public. Inscrite dans la tradition ingénieuriste de la région [Vinet, 2007], la politique locale de gestion des inondations s'inscrit également dans une manière plus large de faire de la politique localement et est supportée par une vision de territoire, une idée de ce que doit être le progrès. Le projet de développement en cours de Montpellier Agglomération, « *en route vers la mer* », vient encourager la conviction en la possible maîtrise des éléments, rendue possible par la croyance en la modernisation écologique [Mol et Sonnenfeld, 2000]. Les autorités publiques locales se revendiquent expertes de la question et les mieux qualifiées pour gérer le problème. La position technicienne qui est défendue par les élus politiques locaux, s'affirmant propriétaires du problème [Gusfield, 1981], pose alors question dans l'échange dialogique avec les habitants. Par un recours à l'expertise systématique sur un sujet présenté comme éminemment complexe et en assurant maîtriser le problème, les politiques locaux, ne laissent pas beaucoup de prises aux habitants pour s'approprier la question. Par ailleurs, nous observons une certaine « convergence d'intérêts » entre gestionnaires et habitants sur le principe de protection contre l'inondation et ainsi, peu de contestations passées ou actuelles à la politique de gestion mise en œuvre. Les quelques mobilisations qui perdurent, et les controverses qu'elles soulèvent, n'agissent pas par contagion au reste de la population lattoise. La disqualification des savoirs habitants, concomitante à la valorisation du savoir scientifique, a eu raison des tentatives d'implication d'habitants sur le sujet. Le « design » même du dispositif participatif forçait un reformatage des savoirs expérientiels qui les vidait de leur sens. À cette politique locale de protection compromettant les thématizations de la possibilité de l'inondation, viennent alors se combiner des logiques sociales qui entretiennent leur absence. L'effet confortant de la normalisation de la confiance dans la protection amplifie la mise en invisibilité du danger. Dans l'interaction, à l'horizon du drame est opposé le possible dédramatisant de la protection. De multiples formes de relativisation sont appelées dans l'échange discursif pour contre balancer la dramatisation induite par la formulation même de la

question. Le partage social du souci est difficile ; si des doutes persistent, ils se partagent moins que l'expression de la confiance. Assumer publiquement envisager l'inondation lorsque l'on s'inscrit dans un milieu aussi marqué par la possibilité de sa protection – et qu'elle semble partagée par tous – n'est pas aisé. Les circulations discursives de la possibilité de maîtrise des éléments agissent comme des inhibiteurs, des formes de dissuasion à la circulation des mentions de la possibilité de l'inondation. À Lattes, l'horizon dramatique de l'inondation ne se dessine ni politiquement ni socialement, il n'y a donc pas, ou très peu, de « *circulations* » sur ce possible.

Conclusion

L'étude de cas proposée par cette thèse, en offrant des perspectives d'analyse originales est susceptible d'éclairer des situations variées. En premier lieu, ce cas d'étude permet de comprendre les mécanismes collectivement construits de mise en invisibilité du danger. L'attendue « culture du risque » nécessiterait que l'horizon de l'inondation soit envisagé. La présente analyse montre que la mise en visibilité des mesures de protection et l'effet confortant du partage normatif encouragent la normalisation de la confiance en la protection et ainsi empêchent la constitution d'un souci sur ce sujet. En second lieu, en réinscrivant la question du risque dans un habiter considéré dans sa globalité, cette étude montre combien les différentes composantes d'un territoire - dont les risques - sont interdépendantes et méritent d'être appréhendées conjointement et non de manière sectorielle. L'étude des pratiques habitantes a montré que le mode d'habiter en présence apporte une réponse au besoin de « *sécurité contre l'intrusion* » et d'intimité qui vient s'opposer à la prévention aux inondations. En troisième lieu, ce travail permet d'enrichir les réflexions de la sociologie du risque et plus particulièrement des travaux sur la culture du risque. Ce cas d'étude a permis de montrer que quand bien même la composition politique locale du problème n'empêcherait pas aussi directement le développement « d'un sens du risque », il ne suffirait pas de l'appeler de ses vœux pour qu'il adienne. À l'appel pour cette culture doit se combiner un souci particularisé pour le substrat sur lequel cette « culture du risque » aurait à se développer. Dans ce cas d'étude, les sociabilités marquées par une homogénéité sociale forte, le faible investissement des entoures du lieu de vie intime et la diminution des rapports sociaux inscrits dans la proximité spatiale offrent le panorama d'une ville dortoir où la vie est tranquille mais où la nature des liens sociaux ne forme pas le socle suffisant à une élaboration collective. Une « culture » suppose quelque chose d'ancré dans une communauté, et tenu en vie par des échanges réitérés. Le résultat de cette étude de cas est que rien de tel ne prend place à Lattes. Ma thèse est que la raison n'en n'est pas que ses habitants soient inconscients ou qu'ils dénie le risque; ils ne trouvent simplement aucun support pratique (étant donné l'état du tissu social et de ce qui y circule) pour raffiner collectivement une intelligence sur ce thème, pour fabriquer et entretenir ensemble, une telle culture du risque.

Références

- Blanchemanche, P. (2000). *La plaine de Lattes du XIIe au XIXe siècle. Dynamique naturelle et mise en valeur. Lattara (13)*. Lattes: Ed. de l'Association pour la recherche archéologique en Languedoc oriental.
- Chabal, J. (2005). Le risque invisible. La non-émergence d'un problème public. *Politix*, 2 (70) : 169-195.
- Davis, M. (1999). *Ecology of fear*. New York: Vintage Books.
- Durand, 2014. « *Vivre avec la possibilité d'une inondation ?* » : *Ethnographie de l'habiter en milieu exposé... et prisé*. Thèse de doctorat en sociologie, Aix Marseille Université.
- Durand, S. (2015). **Du marécage à la zone résidentielle protégée : trajectoire d'une zone inondable.** *Annales de la Recherche urbaine*, septembre 2015 (110).
- Franck, L. (1982). *Une rivière nommée Lez*. Montpellier: Imprimerie de la Charité.

- Gusfield, J. (2009). *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant: la production d'un ordre symbolique*. Paris: Economica. Publication originale : 1981. *The culture of public problems. Drinking-Driving and the Symbolic order*. Illinois, Etats-Unis: The University of Chicago press.
- Mol A. P. J., Sonnenfeld D. A. (eds.) (2000). *Ecological Modernisation Around the World: Perspectives and Critical Debates*. London: Routledge.
- November V., Penelas M., Viot P. (2008). L'effet Lully : un territoire à l'épreuve d'une inondation dans *L'eau : un bien commun à composer*. *Cosmopolitiques*. 17: 89-106.
- Picon B., Allard P., Claeys-Mekdade C., Killian S. (2006). *Gestion du risque inondation et changement social dans le delta du Rhône. Les catastrophes de 1856 et 1993-1994*. Quae, Cemagref Co-édition Cirad, Ifremer, Inra.
- Quévremont, P. (2006) *Expertise des projets d'actions de prévention des inondations sur le bassin du Lez*. Ministère de l'écologie et du développement durable: Rapport de l'inspection générale de l'environnement.
- Vinet, F. (2007). *Approche institutionnelle et contraintes locales de la gestion du risque. Recherches sur le risque inondation en Languedoc-Roussillon*. Mémoire HDR en Géographie, Université Paul Valéry. Montpellier 3.
- Wisner, B., P. Blaikie, T. Cannon et I. Davis (1994). *At risk*. New York: Routledge.